UNITED NATIONS

GENERAL ASSEMBLY SECURITY COUNCIL

Distr.
GENERALE
A/35/405
S/14122
25 août 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-cinquième session
Point 50 de l'ordre du jour provisoire*
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-cinquième année

Lettre datée du 22 août 1980, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration datée du 21 août 1980, faite par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sur la menace de guerre que fait planer la Chine, et vous prie de bien vouloir le faire distribuer avec celui de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 50 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

* A/35/150.

ANNEXE

Déclaration faite par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sur la menace de guerre que fait planer la Chine

Lors d'une interview à Beijing, le 20 août 1980, accordée à l'Agence de presse japonaise KYODO, le Ministre adjoint des affaires étrangères de la Chine Han Nianlong a dit que "la Chine se réservait le droit d'attaquer de nouveau le Viet Nam".

Cette déclaration a été faite alors que la Chine intensifie toujours davantage ses provocations armées, qui entretiennent la tension le long de la frontière vietnamo-chinoise, qu'elle continue de présenter la situation sous un faux jour et suscite de nouveaux obstacles au déroulement de la troisième série de négociations entre les deux pays, dans le but délibéré de suspendre celles-ci. Parallèlement, la Chine fait pression sur la Thaïlande pour qu'elle crée des tensions le long de ses frontières avec le Kampuchea et la République lao, ce qui est le signe d'une collusion de plus en plus nette avec l'impérialisme des Etats-Unis. Du côté chinois, on essaie par tous les moyens de faire obstacle aux pourparlers et de susciter l'hostilité entre les trois pays indochinois et les autres pays de l'Asie du Sud-Est.

Alors que de larges sections de l'opinion publique mondiale soutiennent de plus en plus les propositions équitables et raisonnables de la Conférence des ministres des affaires étrangères de la République lao, du Kampuchea et du Viet Nam, qui s'est tenue à Vientiane les 17 et 18 juillet 1980, et se montrent désireuses de contribuer au relachement de la tension dans cette région, les déclarations bellicistes de la Chine éclairent d'un jour plus vif les intentions des autorités chinoises qui demeurent décidées à s'opposer aux trois pays indochinois et à maintenir en Asie du Sud-Est un climat de tension propice à la réalisation de leurs desseins expansionnistes et d'hégémonie. Il est clair que la politique belliciste des autorités de Beijing sabote la paix, entretient l'instabilité et fait obstacle à la coopération dans cette région.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam condamne sévèrement la déclaration belliciste de la partie chinoise. Le peuple vietnamien demeure vigilant et se tient prêt à faire échec à toute nouvelle aventure militaire dans laquelle pourraient se lancer les bellicistes de Beijing.

Ces agissements des autorités chinoises qui vont tout à fait à l'encontre des intérêts du peuple chinois, des pays de l'Asie du Sud-Est et de la tendance à la paix et à la coopération qui se manifeste dans le monde seront sévèrement condamnés par l'opinion publique et n'aboutiront très certainement qu'à un échec.

Hanoï, le 21 août 1980